

L'écologie politique et la transition énergétique des défis insurmontables ?

Focus : Du Traité de Paris, la COP 21 à la COP 29 à Bakou en Azerbaïdjan du 11 au 22 novembre

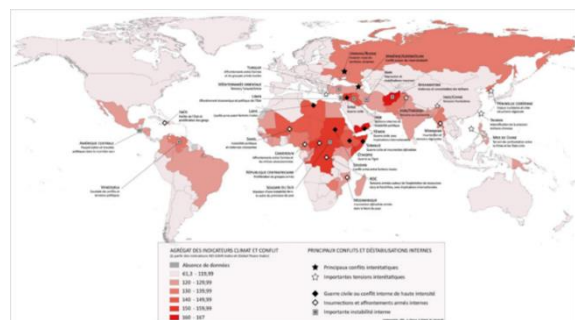
Introduction :

La crise climatique actuelle et la transition énergétique soulèvent de nombreuses questions géopolitiques et économiques. Si l'**Accord de Paris** (COP21) a marqué une avancée majeure avec des engagements internationaux, la mise en œuvre de ces objectifs se heurte à des défis majeurs. Cette note vise à comprendre si l'écologie politique et la transition énergétique constituent des défis insurmontables ou des opportunités pour l'avenir, en se concentrant sur les événements de la **COP 21** à la **COP 29 à Bakou**.

I. Le contexte de la transition énergétique et ses défis majeurs

A. Contexte climatique et géopolitique

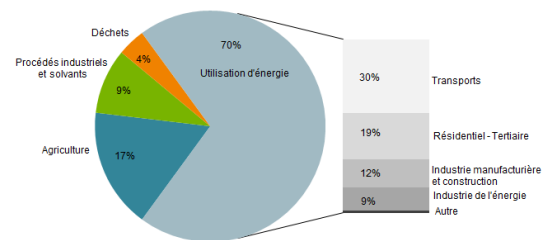
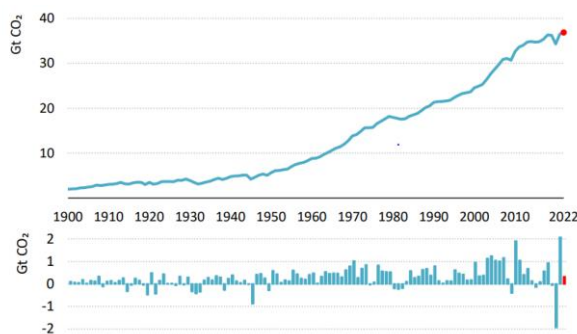
- On constate une augmentation des températures moyennes avec une tendance observée d'environ $+0,3^{\circ}\text{C}$ par décennie.
- 
- Le graphique ci-dessus illustre deux tendances majeures de la crise climatique. L'axe de gauche (orange) mesure la température moyenne en degrés Celsius, passant de 13,7 à 14,7 entre 1960 et 2005. L'axe de droite (vert) mesure le nombre de catastrophes naturelles, passant de 0 à 120 sur la même période. Les deux courbes montrent une forte corrélation positive, avec une accélération notable à partir des années 1980.
- Cette crise touche de nombreux secteurs : météorologie extrême, destruction d'écosystèmes, montée des océans, et migrations climatiques avec 143 millions de réfugiés prévus d'ici 2050.



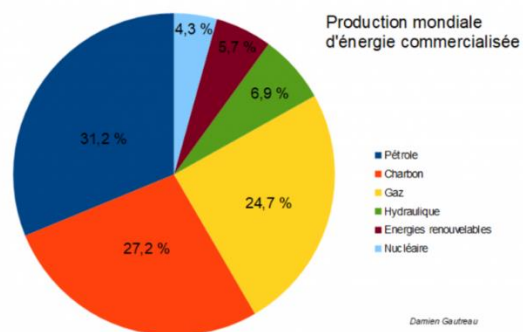
- Selon le **GIEC**, des millions de personnes seront déplacées d'ici 2050 à cause de la montée des eaux et de l'érosion côtière. Des tensions géopolitiques exacerbées apparaissent déjà dans des régions comme le **Sahel** et le **Moyen-Orient**, où les ressources deviennent plus rares, alimentant les conflits.

B. Les causes de ce dérèglement climatique

- Le **réchauffement climatique** est principalement causé par les **émissions de CO₂** liées à la production d'énergie fossile (36,8 milliards de tonnes émises en 2022).



C. La dépendance mondiale aux énergies fossiles



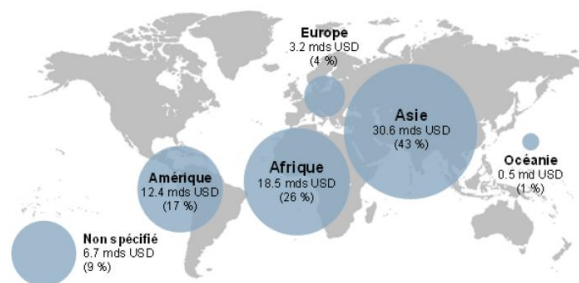
II. Du Traité de Paris (COP 21) à la COP 29 à Bakou : bilan et perspectives

A. Le Traité de Paris (COP 21, 2015)

- 195 pays signe l'Accord de Paris, adopté lors de la COP21 en 2015

- Objectifs :
 - Limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels
 - Chaque pays doit soumettre des engagements volontaires pour réduire leurs émissions
 - Atteindre la neutralité carbone d'ici 2050
 - Les pays développés doivent mobiliser 100 milliards de dollars par an pour aider les pays en développement.

B. Le financement et les transferts technologiques pour les pays en développement

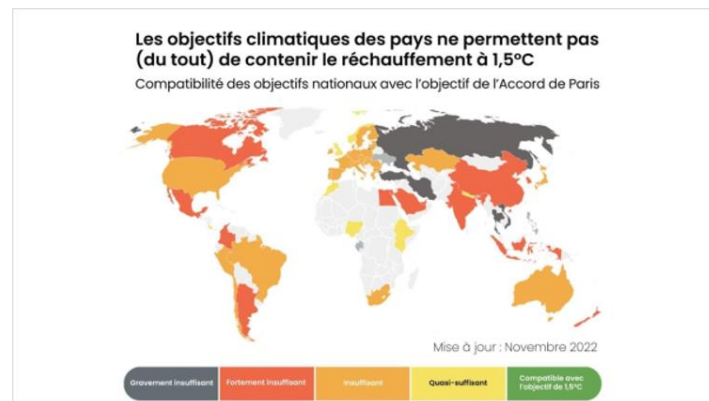


C. Les actions menées par les grandes puissances émergentes

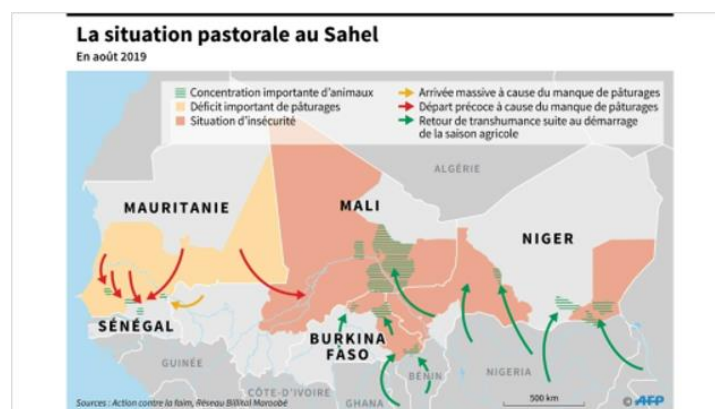
- Chine : Premier émetteur de CO₂, la Chine est aussi leader mondial des énergies renouvelables. En 2022, elle a ajouté 121 GW de capacité solaire. Elle vise la neutralité carbone d'ici 2060, avec un pic d'émissions en 2030.
- Inde : L'Inde s'est engagée à produire 50 % de son énergie à partir de sources renouvelables d'ici 2030, avec une priorité sur le solaire.
- Défis communs : Leur forte dépendance aux énergies fossiles, notamment le charbon, reste un obstacle à la réalisation des objectifs climatiques mondiaux.

D. Les défis persistants et les nouvelles tensions géopolitiques

- Selon un rapport de 2023, même si tous les engagements actuels sont respectés, la hausse des températures atteindrait encore entre 2,4°C et 2,8°C d'ici la fin du siècle.



- Le dérèglement climatique exacerbe les tensions géopolitiques.



E. Les objectifs et attentes pour la COP 29 à Bakou (2024)

La **COP29 à Bakou** en 2024 sera cruciale pour renforcer les engagements de réduction des émissions, développer la **finance verte**, et promouvoir les transferts technologiques, tout en évaluant les progrès vers la **neutralité carbone** et la compensation des pertes climatiques.

III. Des défis insurmontables ou des opportunités pour l'avenir ?

A. Les freins à la transition énergétique

- **Freins financiers** : Le coût de la transition est estimé à **4 300 milliards de dollars par an** d'ici 2030. Des investissements sont nécessaires pour développer les énergies renouvelables et les infrastructures de stockage, mais de nombreux pays, notamment en développement, dépendent encore des énergies fossiles, rendant difficile leur transition

- **Tensions géopolitiques** : La guerre en Ukraine a perturbé les flux énergétiques mondiaux, notamment le gaz, ralentissant la transition dans certaines régions. La **justice climatique** est aussi devenue une préoccupation majeure, car les populations vulnérables sont les plus touchées.

B. Les initiatives et réussites remarquables

- Union Européenne : L'UE s'est engagée à réduire ses émissions de 55 % d'ici 2030 dans le cadre du Green Deal, visant une neutralité carbone en 2050.
- Chine : Premier émetteur mondial, la Chine est aussi leader des énergies renouvelables avec l'ajout de 121 GW de capacité solaire en 2022 (rapport_géo_po_V1).
- Afrique : Des initiatives comme l'Africa Renewable Energy Initiative visent à produire 300 GW d'énergie renouvelable d'ici 2030, un projet clé pour la transition du continent.

C. Les opportunités de la transition énergétique

- La transition énergétique pourrait générer **24 millions d'emplois** dans les énergies renouvelables d'ici 2030, tout en accélérant l'innovation dans des technologies clés comme le **stockage d'énergie**, les **smart grids**, et l'**hydrogène vert**, essentielles pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux.

Conclusion :

La transition énergétique représente un défi colossal, mais également une opportunité unique de transformer l'économie mondiale vers un modèle durable. Si des initiatives remarquables ont été prises, les obstacles financiers, sociaux et géopolitiques restent nombreux. La **COP 29 à Bakou** en 2024 sera un moment crucial pour réévaluer les stratégies globales, renforcer les engagements, et garantir une transition juste pour les populations les plus vulnérables.